

RG
Port

JUGEMENT

SECTION Activités diverses

Audience du 04 Février 2022

AFFAIRE

Madame

(bénéficie d'une aide juridictionnelle Totale numéro 2020/896 du
21/01/2020 accordée par le bureau d'aide juridictionnelle de
MONTPELLIER)

Représentée par Me Yannick MAMODABASSE (Avocat au
barreau de MONTPELLIER)

MINUTE N°14

DEMANDEUR

JUGEMENT DU
04 Février 2022

Qualification :
contradictoire
PREMIER RESSORT

Représenté par Me T (Avocat au barreau de
MONTPELLIER) substituant Me (Avocat
au barreau de MONTPELLIER)

DEFENDEUR

Prononcé prévu le :

04 Février 2022

Prorogé au :

-COMPOSITION DU BUREAU DE JUGEMENT LORS DES
DÉBATS

Monsieur
Madame A
Madame N
Madame N
Assistés le
Greffier

Prononcé publiquement par mise à disposition au greffe et signé par
greffier

Notifié le

07/02/2022

copie exécutoire
délivrée le :

à :

APPEL du

Par :

Expédition revêtue
de la formule exécutoire



PAR CES MOTIFS

LE CONSEIL, après en avoir délibéré, jugeant publiquement, CONTRADICTOIREMENT, et en **PREMIER RESSORT**,

DEBOUTE Mme [] de sa demande de manquement par la [] au transfert de son contrat de travail.

DIT et JUGE que la [] n'a commis aucun abus de droit en proposant un nouveau contrat de travail à durée indéterminée à Mme []

DIT et JUGE que la rupture de la période d'essai au contrat de travail de Mme [] prononcée par la [] S [] en date du 14 novembre 2019 est illicite en regard de son statut protecteur qui expirait au 2 mars 2020.
Et,

DIT et JUGE que la rupture de la période d'essai au contrat de travail de Mme [] prononcée par la [] S [] en date du 14 novembre 2019 s'analyse en un licenciement nul.

DIT et JUGE que l'ancienneté à retenir de Mme [] est de 3 ans, 6 mois et 20 jours à la date de rupture de sa relation de travail au sein de la []

En conséquence :

CONDAMNE la [] prise en la personne de son représentant légal en exercice à payer à Mme [] les sommes suivantes :

- 9391,38 euros nets à titre d'indemnité pour licenciement nul
- 4695,69 euros bruts au titre de l'indemnité compensatrice de préavis
- 469,57 euros bruts au titre des congés payés afférents
- 1304,35 euros nets au titre de l'indemnité légale de licenciement
- 1565,23 euros nets au titre de dommages et intérêts pour défaut de procédure
- 4852,21 euros nets à titre de dommages et intérêts pour violation du statut protecteur

ORDONNE la [] prise en la personne de son représentant légal en exercice à régulariser la situation de Mme [] envers tous les organismes sociaux auprès desquels des cotisations se doivent d'être acquittées

FIXE l'astreinte relative à la régularisation des documents sociaux ci-dessus énoncés par la [] prise en la personne de son représentant légal en exercice à Mme [] à 30 euros par jour de retard, à compter du 30ème jour suivant notification du présent jugement.

Et,

SE RESERVE le droit de liquider ladite astreinte.

CONDAMNE la [] prise en la personne de son représentant légal en exercice à payer à Mme [] la somme de 960 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

DEBOUTE la : de sa demande au titre de
l'article 700 du Code de procédure civile.

DEBOUTE la SA E de ses demandes.

DEBOUTE les parties du surplus de leurs demandes.

CONDAMNE la S prise en la personne de son
représentant légal en exercice, aux entiers dépens de l'instance.

DÉLIBÉRÉ EN SECRET ET PRONONCE À L'AUDIENCE
PUBLIQUE, LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

Signé à la minute par le Juge et le Greffier
La République Française soussignée et soussignée à son tour
de justice son et sous le sceau de la justice la présente
Aux Procureurs généraux et aux Procureurs de la République
pour les audiences de Grande Instance d'y tenir la main
A tous commissaires et officiers de l'Etat Polonais d'y
porter main forte l'ordonnance ou son acte légal
En foi de quoi, la présente minute sera par l'ordonnance et les
ordonnes et délégués par le greffier soussigné
Pour avoir publication

